Postcapitalisme et émancipation au XXIe siècle

Une réflexion sur la sortie du capitalisme prenant notamment appui sur l’expérience zapatiste dans le Chiapas mexicain, par **Jérôme Baschet**, historien médiéviste à l’EHESS et auteur d’*Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes* (La Découverte, 2014).Jérôme Baschet est donc historien spécialiste du Moyen-âge, maître de conférences à l’Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris). Il vit la moitié de l’année dans le Chiapas mexicain. Il est aussi l’auteur de *La rébellion zapatiste* (Flammarion, collection « Champs », 2005, réédition de *L’étincelle zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Denoël, 2002).

Le texte qui suit est issu de la séance du  4 juin 2015 du séminaire de recherche libertaire et militante ETAPE (Explorations Théoriques Anarchistes Pragmatistes pour l’Emancipation), initié par Philippe Corcuff et Wil Saver. C’est une version partielle du texte de Jérôme Baschet, la version intégrale se trouve sur le site de réflexions libertaires Grand Angle : <http://www.grand-angle-libertaire.net/experience-zapatiste-postcapitalisme-et-emancipation-au-xxie-siecle/> .

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**Expérience zapatiste, postcapitalisme et émancipation au XXIe siècle**

**- extraits -**

**Par Jérôme Baschet**

Il est temps de rouvrir le futur. De rompre la chape de plomb du présent perpétuel caractéristique du capitalisme néolibéral, mais sans pour autant en revenir au futur préfabriqué de la modernité, bâti sur les certitudes du progrès et galvanisé par la foi en l’inéluctable advenir des lendemains radieux. Il s'agit, par conséquent, de faire émerger un mode d'existence inédit du futur, assumé dans son indétermination et son imprévisibilité, mais néanmoins pensable, dans son ouverture même, chargée de menaces autant que d’espérances.

L’impulsion utopique est indispensable pour nourrir l’action présente et lui conférer sa pleine vigueur. Sans l’imagination d’un monde postcapitaliste possible, nécessaire et urgent, la lutte anticapitaliste n’aurait à peu près aucun sens. Pour autant, il ne s’agit nullement de vaticiner une nouvelle prophétie, ni de boucler un de ces programmes dont les avant-gardes autoproclamées et prétendument éclairées par les lois de l’Histoire avaient, jadis, le secret. Il n’est pas question de breveter les plans d’une cité idéale, descendue du ciel et livrée clés en main. Nul chemin n’est tracé d’avance. Les processus d’émancipation sont et seront l’œuvre des hommes et des femmes de tous les recoins de la planète et il en naîtra un monde encore impensable et profondément diversifié : un monde fait de multiples mondes. Ce que l’on peut, depuis le présent, entrevoir de l’avenir ne saurait être tenu pour un modèle que certains pourraient chercher à imposer ou à utiliser pour s’arroger la mission de guider les autres au nom de leur prescience de la terre promise.

Et pourtant, il convient de commencer à donner corps à l'après de la société marchande, car notre appétit de futur accroît notre colère face à la misère du présent et démultiplie notre énergie pour l’action. Au reste, l’imaginaire utopique n’avance pas dans le vide, ni ne naît de notre seule soif de justice, de dignité et de fraternité. Il s’abreuve à quatre sources principales. Il s’ancre en premier lieu dans notre refus, aussi viscéral que raisonné, de l’oppression capitaliste et de la dépossession marchande, tout en étant attentif à ce qui, dans ce triste présent, peut être chargé de potentialités libératrices. Il se fortifie au contact des expériences de construction d'une réalité alternative – comme celle des zapatistes dont il a sera question ici – qui sont autant de fragments, fragiles mais ô combien précieux, d’un futur déjà présent. En outre, il se nourrit, sans les exempter de toute analyse critique, de la connaissance des sociétés traditionnelles non capitalistes et des formes de vie qui, jusqu'à aujourd’hui, ont pu résister en partie à l’imposition des normes de la modernisation et de la marchandise. Enfin, il doit soumettre les expériences historiques nées du désir d’émancipation à une évaluation critique aussi lucide que possible.

Bref, l’imaginaire utopique n’erre pas dans le ciel pur des désirs absolus ; il se construit à partir de formes sociales existantes, de l’expérience et de la compréhension de leurs tensions constitutives, et d’abord *contre* celles que nous refusons. Le futur qu’il s’agit d’ouvrir ne saurait être mis en jeu de manière abstraite, mais seulement à-partir-de-et-en-opposition aux caractères constitutifs du système capitaliste, tout en prenant appui sur les formes sociales en partie préservées de la logique marchande, qui existent encore aujourd’hui ou qui commencent à émerger. En partant d’une réalité historiquement située, l’imaginaire utopique gagne en force, tout en avouant son caractère nécessairement limité. Aussi ne s’agit-il, au mieux, que de soumettre à la discussion quelques principes élémentaires, voués à être dépassés dans la dynamique des processus collectifs d’émancipation. Une seule chose importe véritablement, à l'écart de toute utopie normative : prendre la mesure des potentialités ouvertes par la destruction du monde de la destruction et esquisser un *espace de possibilités* au sein duquel il y ait place pour une pluralité de mondes.

Il est temps de cesser d’affirmer que nous n'avons pas d’imaginaire alternatif à opposer à l'état de fait capitaliste. Pour autant, réveillber le futur n’implique pas de tracer par avance le chemin. Il s’agit seulement, mais non sans urgence, d’aviver notre désir de nous mettre en route et de nous charger d’énergie pour entreprendre le voyage. En appeler à l’imaginaire utopique n’implique pas de se livrer à un exercice d’école en quête d’une perfection vouée à demeurer un *hors-lieu* sans rapport avec l’action présente. Il n’y a nulle contradiction entre le désir de commencer à agir dès maintenant et la nécessité de tendre le regard vers l’horizon du monde postcapitaliste qui est notre espérance. Mieux, commencer à rêver et à débattre collectivement de ce que nous voulons construire fait partie intégrante du chemin. Un chemin qui se fait en marchant et se chemine en questionnant, empli de l’énergie qui nous meut vers ce qui n’est pas encore.

**I - L'autonomie: le politique sans l'État**

Du zapatisme, on aura retenu d'abord l'audace du « Ya basta! » du 1er janvier 1994 qui est venu briser les illusions d'un Mexique accédant au club de la modernité (grâce à l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain), en même temps qu'il défiait l'apparente toute-puissance du néolibéralisme et apportait un démenti au mythe auto-proclamé de la fin de l'histoire. On a souvent souligné aussi le rôle du zapatisme comme antécédent et référent pour le mouvement altermondialiste qui a pris son essor à partir de 1999. Et on a parfois loué sa parole inventive, festive, poétique, nourrie par l'humour – laquelle n'est en réalité que l'expression d'une pratique politique réintégrée dans la densité de la vie.

Aujourd'hui, après bien des péripéties qu'on ne peut rappeler ici, le bilan concret dressé à l'occasion de l'*Escuelita zapatista*, à 20 ans du soulèvement armé, fait de la construction de l'autonomie le cœur de l'effort des communautés rebelles. Il s'agit de la mise en œuvre d'une forme d'autogouvernement (amorcée en décembre 1994, avec la proclamation de 38 Communes autonomes, et amplifiée à partir de 2003 avec la création de cinq Conseils de bon gouvernement), en même temps que de l'invention de formes de vie collectives à la fois ancrées dans la tradition indienne et inédites, constituant une alternative concrète à l'univers capitaliste dominant.

On aurait tort de ne voir là qu'une simple question « locale » (manière implicite de stigmatiser son absence de portée véritable). S'il est évident – et c'est heureux – qu'il s'agit d'une expérience territorialisée, on rappellera d'abord que son extension est loin d'être négligeable : la zone d’influence zapatiste a une extension à peu près équivalente à celle de la Belgique. Surtout, si les zapatistes eux-mêmes récusent énergiquement l'idée que leur pratique puisse constituer un modèle, celle-ci n'en constitue pas moins un exemple doté d'une notable force expansive et une source d'inspiration susceptible d'encourager d'autres possibles alternatifs, adaptés à leurs lieux et histoires propres. C'est en cela que mérite d'être (davantage) connue et discutée une expérience qui est certainement aujourd'hui, l'une des « utopies concrètes » anticapitalistes et anti-étatiques les plus remarquables que l'on puisse observer à l'échelle planétaire.

L'organisation politique mise en place dans les territoires rebelles du Chiapas se déploie à trois niveaux : communauté (village); commune (plutôt comparable à un canton français); zone (ensemble ayant approximativement la dimension d'un département, et permettant la coordination de plusieurs communes). A chacune de ces échelles, existent des assemblées (l'assemblée communautaire est une forme traditionnelle dans le monde indien) et des autorités élues, pour des mandats de deux ou trois ans (« agent » municipal au niveau de la communauté, conseil municipal autonome, Conseil de bon gouvernement au niveau de la zone). L'enjeu de cette organisation politique tient à l'articulation entre le rôle des assemblées – qui est très important, sans qu'on puisse affirmer pour autant que tout se décide *horizontalement –* et celui des autorités élues, dont il est dit qu'elles « gouvernent en obéissant » (*mandar obedeciendo*). Quelles sont donc les modalités concrètes d'exercice des tâches de gouvernement qui permettent de faire du principe selon lequel « le peuple dirige et le gouvernement obéit » – ainsi que le rappellent de modestes panneaux plantés à l'entrée des territoires zapatistes – une réalité effective ?

Un premier trait tient à la conception même des mandats, conçus comme des « charges » (*cargos*), accomplies sans rémunération ni aucun type d'avantage matériel. De fait, personne ne « s'auto-propose » pour exercer ces charges; ce sont les communautés elles-mêmes qui proposent ceux ou celles de ses membres qu'elles estiment fiables. Ces charges sont exercées sur la base d'une éthique effectivement vécue du service rendu à la collectivité.

Ceux qui exercent un mandat émanent donc des communautés elles-mêmes, en sont et en restent des membres ordinaires. Ils ou elles ne revendiquent pas d'être élu(e)s en raison de compétences particulières ou de dons personnels hors du commun. S'il y a bien un trait qui caractérise l'autonomie zapatiste, c'est qu'elle met en œuvre une dé-spécialisation des tâches politiques. Des membres des Conseils de bon gouvernement, les zapatistes ont pu dire : « ce sont des spécialistes en rien, encore moins en politique ».

Cette non-spécialisation conduit à admettre que l'exercice de l'autorité s'accomplit depuis une position de non-savoir. Les témoignages des membres des conseils autonomes insistent sur le sentiment de ne pas savoir comment remplir une telle tâche (« personne n'est expert en politique et nous devons tous apprendre »). Mais il est aussitôt souligné que c'est précisément dans la mesure où il/elle assume ne pas savoir que celui/celle qui a une fonction d'autorité peut être « une bonne autorité », qui écoute, apprend de tous, sait reconnaître ses erreurs et permet que le peuple le/la guide dans l'élaboration des bonnes décisions. Confier des tâches de gouvernement à ceux et celles qui n'ont aucune capacité particulière à les exercer est sans doute l'une des conditions d'une véritable démocratie. En l'occurrence, dans l'expérience zapatiste, cette situation constitue le sol concret à partir duquel peut croitre le *mandar obedeciendo* et elle est une solide défense contre le risque de séparation entre gouvernants et gouvernés.

On ajoutera que les charges sont toujours exercées de manière collective, collégiale, sans grande spécialisation. Elles sont contrôlées en permanence, d'une part par une commission chargée de vérifier les comptes des différents conseils et, d'autre part, par l'ensemble de la population, puisque les mandats, non renouvelables, sont aussi révocables à tout moment, « si les autorités ne font pas bien leur travail ».

La manière dont les décisions sont élaborées est évidemment décisive. Pour s'en tenir à l'échelon le plus ample, le Conseil de bon gouvernement soumet les principales décisions à l'Assemblée de zone; s’il s’agit de projets importants ou si aucun accord clair ne se dégage, il revient aux représentants de toutes les communautés de la zone de mener une consultation dans leurs villages respectifs afin de faire part à l’assemblée suivante soit d’un accord, soit d’un refus, soit d’amendements. Le cas échéant, ces derniers sont discutés et l’assemblée élabore une proposition rectifiée, qui est à nouveau soumise aux communautés. Plusieurs allers-et-retours entre Conseil, Assemblée de zone et villages sont parfois nécessaires avant que la proposition puisse être considérée comme adoptée. La procédure peut s'avérer lourde mais n'en est pas moins nécessaire: « un projet qui n'est pas analysé et discuté par les communautés est voué à l'échec. Cela nous est arrivé. Maintenant, tous les projets sont discutés ».

Pour autant, durant l'*Escuelita*, les *maestr@s* zapatistes ont pris soin de réfuter la thèse d'un parfait horizontalisme auquel les autorités seraient entièrement soumises. Ils l'ont fait d'une manière presque provocante au regard des interprétations parfois trop idéalisantes de l'expérience zapatiste : « il y a des moments où le peuple dirige et le gouvernement obéit;il y a des moments où le peuple obéit et le gouvernement dirige ». Le gouvernement obéit, parce qu'il doit consulter et faire ce que demande le peuple; le gouvernement commande parce qu'il doit appliquer et faire respecter ce qui a été décidé, mais aussi lorsque l'urgence oblige à prendre des mesures sans pouvoir consulter. Plutôt qu'une totale horizontalité qui court le risque de se dissoudre par manque d'initiatives ou de capacité à les concrétiser, on pourrait donc comprendre le *mandar obedeciendo* comme l'articulation de deux principes. D'un côté, la capacité de décider réside pour l'essentiel dans les assemblées; de l'autre, on reconnaît à ceux qui assument temporairement une charge de gouvernement une fonction spéciale d'initiative et d'impulsion, ce qui ne va pas sans ouvrir le double risque d'une déficience ou d'un excès dans l'exercice de ce rôle.

Enfin, il importe de souligner que les membres des Conseils de bon gouvernement (situés dans les *Caracoles* zapatistes, dont les villages peuvent se trouver fort éloignés) accomplissent leur tâche par rotation, en se relayant par période de 10 à 15 jours. Ce système est décisif, car il leur permet de poursuivre leurs activités habituelles, de continuer à s'occuper de leurs familles et de leurs terres. C'est donc une condition indispensable pour garantir la non-spécialisation des tâches politiques et pour éviter qu'apparaisse une séparation entre l'univers commun et le mode de vie de ceux qui – fut-ce pour un temps bref – assument un rôle particulier dans l'élaboration des décisions collectives.

Au total, l'autonomie ne postule pas qu'elle serait par principe protégée de toute césure entre des gouvernés et des gouvernants qui, pourtant, ne se distinguent presque en rien les uns des autres. De fait, elle ne vaut que par les mécanismes pratiques qu'elle invente pour lutter en permanence contre ce risque et pour entretenir et amplifier la dynamique diffractante de l'autorité.

L'autonomie est une politique ancrée dans des formes de vie partagées; son objet est d'en assurer la défense et d'en permettre l'épanouissement. Il revient aux Conseils de bon gouvernement d'œuvrer à la coexistence entre zapatistes et non zapatistes, mais aussi d'affronter les situations conflictuelles que les autorités officielles ne manquent pas de susciter, dans un contexte d'intervention contre-insurrectionnelle permanente.

Les autorités autonomes tiennent leur propre registre d’état civil. Elles exercent la justice, tant au niveau de la communauté que du conseil municipal et du Conseil de bon gouvernement. Il ne s'agit pas d'une justice qui, depuis la Loi abstraite de l'État, énonce culpabilités et sentences, mais d'une justice de médiation qui, depuis le concret des situations, recherche un accord et une réconciliation entre les parties, sur la base de travaux d’intérêt général et de formes de réparation au bénéfice des victimes ou de leurs familles (en excluant le recours punitif à la prison, qui fait l'objet d'une critique radicale). La justice autonome zapatiste a pour vertu de ruiner l'idée de la justice comme institution hautement spécialisée : elle démontre que la justice peut être rendue par des personnes dépourvues de formation spécifique – et ce de manière très satisfaisante, puisque la justice autonome est amplement sollicitée par des non zapatistes qui apprécient son absence de corruption, sa complète gratuité et sa connaissance des réalités indigènes, en contraste flagrant avec la justice constitutionnelle mexicaine.

Les conseils municipaux et de bon gouvernement ont le devoir d’impulser les projets susceptibles d’améliorer la vie collective, de défendre et d'amplifier les capacités  productives propres, de veiller au bon fonctionnement du système de santé autonome (cliniques de zone, micro-cliniques municipales, agents communautaires de santé) et de l’éducation autonome. De fait, les zapatistes ont créé – à partir de rien, dans des conditions matérielles extrêmement précaires et entièrement à l'écart des structures étatiques – leur propre système éducatif. Ils ont construit écoles primaires et secondaires, en ont élaboré les programmes et conçu l’organisation, ont formé les jeunes qui y enseignent. L’éducation fait l’objet d’une mobilisation collective considérable, peut-être la plus intense de toutes celles qu’implique l’autonomie. Dans ces écoles, apprendre fait sens, parce que l’éducation s’enracine dans l’expérience concrète des communautés comme dans le souci partagé de la lutte pour la transformation sociale, donnant corps au « nous » de la dignité indigène autant qu’au « nous » de l’humanité rebelle.

« *Ils ont peur que nous découvrions que nous pouvons nous gouverner nous-mêmes* » :par cette affirmation, qui condense l'expérience vécue de l'autonomie zapatiste, la *maestra* Eloisa ne se contente pas de faire apparaître la nuisible inutilité de la classe politique et de tous les experts auto-proclamés de la chose publique. Elle ruine les fondements de l’État moderne et met Hegel au tapis, dans la mesure où, pour celui-ci, c’est le propre du peuple que de n'être pas en condition de se gouverner par lui-même. La représentation politique moderne tient moins à la délégation de pouvoir en elle-même qu’à une dichotomie postulée entre le peuple, caractérisé par son incapacité politique, et une élite de compétence à laquelle le premier est obligé d'avoir recours. Si l'État moderne affirme abstraitement le principe de la souveraineté du peuple, c'est pour mieux le déposséder, en pratique, de l'exercice effectif de cette souveraineté, en organisant et en amplifiant la séparation entre gouvernants et gouvernés. A l'exact opposé de cette logique, l'autonomie est le pouvoir du peuple, non seulement par l'origine de la représentation politique, mais dans son exercice même; elle est lutte permanente pour éviter que les gouvernants (temporaires) ne se séparent des gouvernés. C'est en ce sens que l'autonomie est une politique non étatique (on peut définir les Conseils de bon gouvernement comme des *formes de gouvernement non étatiques*). Elle est une politique qui se fonde sur la capacité de « faire par nous-mêmes »; elle est une politique de la dignité partagée.

Une précision encore. On n'aurait guère avancé si le « nous gouverner nous-mêmes » consistait à faire la même chose que d'autres faisaient jusque-là à notre place. Certes, définir l'autonomie comme une politique non étatique devrait suffire à faire entendre qu'il ne saurait s'agir que d'une forme de gouvernement radicalement autre. Encore faut-il en préciser quelques  conséquences tangibles. En premier lieu, les tâches de gouvernement sont ramenées à une simplicité tout à fait étrangère aux arcanes administratives et aux mystères de la chose étatique. Un observateur perspicace a pu décrire l'activité des Conseils de bon gouvernement de la manière suivante: « toute la farce des mystères de l'État et les prétentions de l'État furent éliminées par les Conseils, formés essentiellement de simples paysans... qui réalisaient leurs tâches publiquement, humblement, à la lumière du jour, sans prétention d'infaillibilité, sans se cacher derrière les fastes ministériels, sans avoir honte de confesser leurs erreurs et de les corriger. Ils transformaient les fonctions publiques en *fonctions réelles des communautés*, au lieu qu'elles soient les attributs occultes d'une caste spécialisée ». On aura reconnu la description que Marx donne de la Commune de Paris qui, à quelques mots près – j'ai tout juste remplacé Commune par Conseils et travailleurs par paysans ou communautés –, semble faite sur mesure pour les instances autonomes zapatistes.

Remarquable, l'expression de la dernière phrase invite à souligner que le gouvernement des conseils et des assemblées s'enracine dans les formes de vie partagées et n'est rien d'autre, au fond, qu'une manifestation de l'énergie collective visant à vivifier le commun. C'est pourquoi aussi l'autonomie est une politique du concret, de la singularité des lieux et des territoires, de la particularité des histoires et des « manières de faire ». De fait, il n'y a pas une forme unique et définitive du gouvernement autonome zapatiste : ses modalités diffèrent d'un *caracol* à l'autre, d'une commune à l'autre, et ne cessent de se modifier. Pas de recette à appliquer ni de plan préalable : l'expérience d'auto-gouvernement avance avec pour guide non des certitudes préétablies mais les questions qui se posent à chaque pas (*caminar preguntando*), dans une démarche incessante et assumée d'essai/rectification. C'est ce que les zapatistes nomment aussi « *buscar el modo* » (chercher la manière), ce qui signifie qu'il s'agit, non de prétendre élaborer une résolution générale et abstraite des problèmes relatifs à l'autonomie, mais de découvrir le chemin à suivre dans l'activité même du faire, en fonction de la particularité des situations et des personnes impliquées. Récusant une logique de la généralisation et de l'abstraction, l'autonomie inscrit le politique dans les singularités concrètes des expériences et dans la processualité même du faire.

La logique de l'autonomie peut donc être considérée comme *démultipliable,* mais sous des formes chaque fois spécifiques, en fonction de la singularité des territoires et des expériences. Elle suppose d'abord de reconnaître aux communautés de vie la capacité de s'organiser en fonction de leurs choix propres. C’est ce qu'on pourrait appeler la commune, unité locale dans laquelle plusieurs communautés de vie et de production se trouveront associées, qui pourrait constituer, dans les lieux les plus divers, le cadre d'un auto-gouvernement visant à organiser, à travers ses conseils et ses assemblées, la vie collective. Comme le font les zapatistes avec les Conseils de bon gouvernement, il y a tout lieu de penser que ces mondes ancrés dans leurs territoires et leurs choix de vie sauront se coordonner, au niveau régional, afin de prendre des décisions d’intérêt partagé, de réguler productions et échanges et de résoudre – ou du moins de « contenir » – des contentieux dont rien ne permet de penser qu'ils auraient magiquement disparus. Il est vraisemblable qu'ils seront également amenés à mettre en place des instances de coordination à des échelles plus vastes, notamment pour compenser les déséquilibres en ressources naturelles et, plus que tout, afin de veiller à la préservation de la biosphère. Seule la pratique pourra permettre d'établir, à travers des processus d’essai et de rectification, le bon équilibre entre l’autonomie des entités locales et les mécanismesd’organisation supra-locaux. Il va de soi que le fonctionnement des instances étant d’autant plus problématique qu’on s’éloigne du niveau local, il sera judicieux de réaffirmer les principes évoqués dans l'analyse de l'autonomie zapatiste (mandats courts et révocables, conception de la délégation ne conférant qu’une autorité faible, consultation des assemblées locales pour toutes les décisions importantes, absence de séparation entre les univers de vie, etc.). Surtout, leur rôle devra être strictement limité aux questions qui ne peuvent être résolues au niveau des communes ou des instances régionales.

En bref, il s’agit de concevoir une forme d’organisation politique fondée sur l’autonomie des communes locales et leur capacité à se coordonner, en un emboîtement des différentes échelles d’organisation de la vie collective. Par conséquent, ce monde ne peut être tenu ni pour une collection de cellules locales autarciques ni pour un système abstraitement mondialisé à partir d’une structuration centralisée. Il ne peut se construire ni en s’enfermant dans un localisme asphyxiant, ni par le coup de force d’un universalisme abstrait. Il suppose la conjonction d’un régime d’autonomies locales, comme fondement d’une vie collective auto-organisée, et d’un maillage planétaire ouvrant à l’interconnexion coopérative des entités de vie.

Il s’agit de renoncer à une conception du politique fondée sur la puissance d’entités abstraites et unifiantes pour faire prévaloir des formes politiques ancrées dans la multiplicité concrète des formes de vie partagées. Aux représentations d’État qui enseignent à penser d’en haut et abstraitement, peut alors se substituer un regard qui part d’en bas, de la réalité concrète des collectifs, de leur capacité à faire ensemble et à s’ouvrir à la pluralité des mondes qui compose la communauté planétaire.

*Suite du texte* (sur <http://www.grand-angle-libertaire.net/experience-zapatiste-postcapitalisme-et-emancipation-au-xxie-siecle/>) :

**II – Le bien vivre: le commun sans l'Economie**

**III – Multiplicité des mondes : l'humanité (et les non humains) sans l'Universel**

**Conclusion :**

On dessine ainsi les contours d'un anticapitalisme non étatique, non productiviste et non occidentocentrique. Il s'agit de nous défaire, dans un même mouvement, d'une triple abstraction constitutive de l'univers capitaliste : celle de la marchandise, celle de l'Etat, celle de l'Universel (comme construction abstraite de l'Homme). Seule la destruction de la machine folle de la production-pour-la-production peut libérer véritablement l'expansion des multiplicités dans tous les registres de la vie individuelle et collective, pour rendre possible une politique de l'autonomie qui part des singularités concrètes, des dignités partagées et expérimente des formes de coordination pensées à partir des différences et non à partir de la réduction à l'Un. Par là, on pointe trois des écueils des principales tentatives d'émancipation (manquée) au cours du XXe siècle, lesquelles ont reproduit, à travers l'Etat, les mécanismes de dessaisissement des capacités collectives de faire et n'ont su se démarquer ni des logiques productivistes ni des présupposés de la modernité renvoyant les cultures non occidentales à une position rétrograde dont le progrès devait les tirer.

Il s'agit de rouvrir le futur. Mais aussi, indissociablement, le présent. Car, loin de renvoyer toute transformation radicale dans un avenir attendu mais sans cesse reporté, une expérience comme celle des zapatistes montre que l'autonomie peut commencer à se construire ici et maintenant. Il s'agit même de hâter le pas, tant le rythme de la dévastation des écosystèmes et des paysages intérieurs s'accélère – non sans cultiver en même temps la patience de qui entreprend de se préparer comme il convient.

Il s'agit de défendre, de créer et de faire croître des espaces libérés, à toutes les échelles que les rapports de force permettent de combiner, sans négliger ni dévaloriser les plus infimes d'entre elles. Ces espaces ne sont ni purs ni entièrement libérés ; il suffit qu'ils soient en procès de le devenir. Certes, il serait ingénu, et dépourvu de pertinence politique, de prétendre construire des îlots protégés du désastre ambiant, sans plus se soucier des avancées de la destruction du vieux monde auquel on prétend échapper. Les espaces libérés doivent être conçus comme des espaces de combat, toujours menacés, obligés de se défendre et probablement aussi contraints à l'offensive (comme le démontrent les zapatistes). Dans un contexte marqué par l'accentuation des difficultés de reproduction du monde de la marchandise, on peut juger opportun de multiplier toutes les formes d'expérience consistant à construire *sur notre propre terrain*.

Il s'agit, redisons-le, de hâter le pas, de défaire les amarres qui peuvent être dénouées et de commencer à construire par nous-mêmes, fusse de manière balbutiante, ce qui, déjà, est véritablement nôtre.

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**Informations complémentaires**

\* L’ensemble des textes issus du séminaire ETAPE se trouvent sur le site Grand Angle ici : <http://www.grand-angle-libertaire.net/etape-explorations-theoriques-anarchistes-pragmatistes-pour-lemancipation/>

**\* Participation au séminaire ETAPE (Explorations Théoriques Anarchistes Pragmatistes pour l’Emancipation) :**

Le séminaire ETAPE est un séminaire de recherche libertaire et militante pluraliste (des militants de différentes organisations anarchistes y sont représentés ainsi que des personnes extérieures au milieu anarchiste mais intéressées par les idées libertaires, pour certains chercheurs ou doctorants,  mais pas pour la majorité d’entre eux) et mensuel se déroulant à Paris (le plus souvent le vendredi entre 19h et 22h). Si les résultats du séminaire sont publics, à travers le site Grand Angle et ce blog de Mediapart, la participation aux séances est restreinte, afin qu’un petit groupe puisse cumuler des réflexions sur la durée et que cela ne se transforme pas en « spectacle » à l’auditoire variable en fonction des intervenants (pour une présentation de la démarche générale du séminaire, voir <http://www.grand-angle-libertaire.net/etape-explorations-theoriques-anarchistes-pragmatistes-pour-lemancipation/> ). Cependant un certain renouvellement des membres du séminaire s’effectue à travers le temps. C’est pourquoi ceux qui seraient intéressés par une telle participation, en s’engageant à une présence régulière, peuvent envoyer un courriel indiquant leurs motivations sur le plan des pratiques libertaires comme des préoccupations intellectuelles à [philippe.corcuff@sciencespo-lyon.fr].